

*L'Adresse—M. Foster*

Au cours de cette nouvelle session du Parlement où nous devons nous occuper des graves problèmes de l'économie, du chômage, de l'inflation et de la mise en œuvre de nouveaux systèmes énergétiques pour le Canada, nous devons faire face à un autre problème, celui de réaliser l'unité au Canada. Jamais dans notre histoire nous n'avons eu à faire face à un défi comme celui que le gouvernement fédéral et le Parlement devront relever pendant la présente session après l'élection d'un gouvernement séparatiste au Québec l'automne dernier.

Il me semble qu'en un an, le gouvernement péquiste a fait beaucoup pour atteindre son objectif principal d'établir un État séparé. A mon avis, nous devons nous servir à la Chambre de toute notre intelligence et de toute notre sagesse pour relever ce défi au cours des quelques mois et des quelques années qui suivront. Après avoir lu les déclarations du chef de l'opposition, du chef du NPD (M. Broadbent) et du premier ministre au cours de ce débat, il n'existe aucun doute dans mon esprit quant à celui qui comprend le mieux le problème et qui est le plus capable de le résoudre. C'est certainement le premier ministre.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McKenzie:** Après cela, vous méritez bien de boire un grand coup d'eau.

**M. Foster:** Je tiens à féliciter le ministre des Finances (M. Chrétien) qui a été nommé ces derniers mois. Il a fait preuve d'un grand courage en acceptant d'assumer des fonctions aussi importantes, alors que tous les gouvernements du monde éprouvent des difficultés inouïes en raison du chômage et de la forte inflation. Si les problèmes du Canada se comparent à ceux qu'éprouvent certains autres pays industrialisés, ils ne revêtent pas l'extrême gravité de ceux de nombreux autres pays. Quiconque considère jusqu'à quel point notre main-d'œuvre a augmenté en comparaison de celle d'autres pays depuis huit ou dix ans, et le tort que nous cause l'inflation mondiale du fait que notre produit national brut provient en grande partie de notre commerce extérieur, se rend compte jusqu'à quel point nous sommes à la merci des très graves problèmes du chômage et de l'inflation, ce qui ne diminue pas pour autant l'obligation qui est nôtre de leur chercher et de leur trouver des solutions.

● (2112)

Dans son discours, le ministre des Finances a exposé ses problèmes aux députés et au peuple canadien avec franchise, courage et honnêteté. Il nous a proposé des mesures essentielles pour surmonter ces problèmes et améliorer la situation. C'est ainsi qu'il a annoncé la réduction d'impôt de \$100 pour les familles à faible revenu, faisant en sorte que cette réduction se produise en janvier et en février l'hiver prochain, ce qui représentera une stimulation économique de l'ordre de 700 millions de dollars durant cette période de deux mois, alors que les ventes au détail sont au ralenti. Celles-ci devraient connaître un regain de vigueur au cours de cette période.

Par la même occasion, le ministre a déclaré que le gouvernement continuerait de réduire ses dépenses. Il a dit qu'au cours du premier semestre de 1977, les dépenses gouvernementales ne s'étaient élevées que de 5.2 p. 100 par rapport à 1976. Ce chiffre est même inférieur aux 7 p. 100 prévus en février dernier par le président du Conseil du Trésor (M. Andras).

De même, le taux de croissance de la Fonction publique est resté inférieur à moins de 1 p. 100 par rapport à l'an dernier.

[M. Foster.]

Le ministre a révélé que le gouvernement allait supprimer la Commission de lutte contre l'inflation le 14 avril 1978, de sorte que patrons et travailleurs savent à quoi s'en tenir. Le monde des affaires s'en trouvera certainement rassuré.

Le ministre des Finances a ajouté que 150 millions de dollars seraient affectés à la création d'emplois cet hiver. Cette somme s'ajoute aux 450 millions déjà prévus cette année. Le ministre a dit également qu'il maintiendrait pour l'an prochain le taux de financement du programme Canada au Travail, ce qui doit assurer 1 milliard de dollars pour la création directe d'emplois sur une période de deux ans. Cette décision va certainement réjouir les électeurs d'Algoma où subsiste un fort taux de chômage saisonnier dans l'industrie de la construction. Cet hiver, le programme Canada au Travail apportera 1.8 milliard à la circonscription d'Algoma. Quelque 60 projets ont déjà été approuvés, créant ainsi plus de 500 emplois dans la région Algoma-Manitoulin.

J'espère qu'au moins une partie de ces 150 millions, qui serviront à la création directe d'emploi dans le cadre du programme fédéral à forte proportion de main-d'œuvre, sera affectée à la Direction des petits ports de pêche. C'est le service du ministère de l'Environnement qui fournit des installations marines dans tout le pays. Étant donné que nous sommes déficitaires vis-à-vis des États-Unis au chapitre du tourisme, nous devons créer les meilleures installations touristiques possibles pour inciter nos amis américains à venir passer leurs vacances chez nous.

J'ai été satisfait d'entendre le ministre des Finances annoncer un programme de 100 millions de dollars pour donner de l'emploi à l'entreprise privée. Selon moi, il y a une limite aux dépenses qu'on peut faire pour créer directement des emplois. Nous devrions accorder des stimulants au secteur privé. Ces 100 millions de dollars constitueront certainement un stimulant important et, bien sûr, ces emplois seront durables et permanents, contrairement à ceux que fournit la création directe d'emplois.

Nous recevons tous des lettres fort intéressantes de nos électeurs nous suggérant toutes sortes de projets et de programmes auxquels le gouvernement devrait participer. J'en ai reçu une la semaine dernière où on suggérait de créer un programme enregistré d'épargne-éducation fonctionnant sur le même principe que le régime enregistré d'épargne-retraite ou le régime enregistré d'épargne-logement. Selon ce programme, un employé pourrait mettre de côté des sommes déductibles de l'impôt pendant ses années de travail où il touche un revenu élevé. Il pourrait ensuite toucher ces sommes pour recevoir une formation plus poussée dans son domaine. Cet argent pourrait lui servir à financer des cours de perfectionnement dans son domaine d'emploi actuel ou pour se préparer à une seconde carrière.

J'ai entendu dire que ceux qui reçoivent actuellement une formation devraient s'appêter à changer d'emploi au moins trois ou quatre fois au cours de leur carrière. C'est certainement vrai pour les politiciens sinon pour la population en général, mais selon moi cet électeur a fait là une fort bonne proposition. Ce programme fournirait des fonds pour ce genre de recyclage. Et ce sont les gens eux-mêmes qui fourniraient ces fonds. Ce ne serait pas le gouvernement ou les employeurs. Les gens qui se recycleraient pendant un an environ quitteraient le marché du travail pendant cette période. J'espère en